

DEPARTEMENT DU VAR

COMMUNAUTE d'AGGLOMERATION SUD SAINTE BAUME

# ENQUETE PUBLIQUE

Du jeudi 11 septembre au lundi 13 octobre 2025

**Dossier E25000013/83 : Projet de Plan de Mobilité de la Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume.**

## **Avis et Conclusions du Commissaire Enquêteur**

Conforme à l'article R 123-19 du code de l'environnement

Commissaire enquêteur  
Christian CARMAGNOLLE

**Dossier E25000013/83 : Projet de Plan de Mobilité de la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume.**

Le public a largement participé à l'enquête publique en visitant le site dématérialisé et en téléchargeant des documents mais les visites au cours des douze permanences et les contributions écrites (papier et site dématérialisé) sont respectivement faibles et modérées...

Sur la base des données disponibles, 4195 « visiteurs uniques » se sont renseignés sur le site dématérialisé, sous toutes les réserves d'usage concernant les chiffres considérés (une personne utilisant plusieurs adresses « IP » est considérée comme « unique » alors qu'elle peut réaliser plusieurs visites).

Cette participation est significative mais les 85 contributions sont modérées si l'on tient compte des 64 000 habitants du périmètre de l'agglomération.

Les participations aux permanences (15 personnes sur les permanences de Sanary et Saint-Cyr contre 3 personnes sur celles du Beausset et de Signes) peuvent être qualifiées de faibles.

Pourtant, l'enquête en ligne réalisée en 2023 avait recueilli plus de 1800 contributions !

Les trois communes côtières représentent 72% des contributions : Sanary 37 %, Saint-Cyr 22% et Bandol 13 %.

J'ai été surpris de ne pas recevoir plus de personnes aux permanences du Beausset et de Signes car il est de notoriété publique que ces deux communes sont très concernées par les nuisances de transports, notamment les camions et utilitaires allant vers la vaste Zone d'Activité de Signes.

J'ai retenu de discussions informelles avec quelques élus qui sont venus rapidement me voir durant les permanences et/ou avec quelques fonctionnaires municipaux qu'un sentiment de lassitude et d'impuissance émanaient des populations des deux communes.

Peu ou pas de solutions ont été apportées depuis des années et le projet de déviation des flux de circulation vers la Zone d'Activité de Signes depuis l'autoroute A50 semble « un serpent de mer », ce que confirme le commentaire de la CASSB « Quant au projet de déviation du Beausset, rien n'a encore été acté ou défini ».

Par ailleurs, les contributions mentionnent souvent des difficultés de déplacement intra communale qui font penser qu'elles émanent de seniors, catégorie largement représentée dans les villes balnéaires de la côte.

Ceci conduit à penser que les « actifs » ont peu contribué à l'enquête, alors qu'ils se déplacent le plus pour leurs activités !

Les contributions ont plus particulièrement abordé deux thèmes : la problématique « Vélos piste cyclable et stationnement » (36 %) et celle de la « Desserte bus » (29%), selon le décompte que j'ai réalisé.

Je note que très peu d'avis portent sur l'appréciation globale du PDM mais, qu'au contraire, les contributeurs ont mentionné leurs préoccupations « du quotidien » et ont souhaité des réponses pratiques.

## **Dossier E25000013/83 : Projet de Plan de Mobilité de la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume.**

C'est le reflet du décalage entre la nature même du PDM, projet stratégique et les attentes exprimées du public !

De leur côté, les PPA ont largement soutenu le projet de PDM.

L'ensemble des communes participantes au projet ont marqué leurs avis favorables et/ou n'ont pas émis d'observations négatives significatives au projet.

Les organismes locaux (Métropole Aix-Marseille, Agglomération Provence Verte, le Conseil départemental du Var et la Région) ont marqué leurs avis favorables et émis quelques réserves auxquelles la CASSB a répondu dans le dossier d'enquête publique.

Le Syndicat mixte SCoT Provence Méditerranée a confirmé la compatibilité du PDM avec les grandes orientations du SCoT et assuré de son soutien à long terme sur les orientations proposées.

La MRAe a adressé ses remarques et avis auxquels la CASSB a répondu dans le dossier d'enquête et sur lesquelles j'ai apporté quelques commentaires dans mon rapport.

Personnellement, je considère que le projet est en ligne avec le diagnostic et que le plan d'action se destine à faire évoluer favorablement l'offre actuelle de mobilité.

J'en conclus que le projet longuement travaillé en interne et au contact des partenaires locaux précités est un projet abouti et cohérent, compatible avec les « niveaux supérieurs » du SCoT et du SRADDET, sous quelques réserves que la CASSB a déjà prévu de lever.

Dans son courrier de couverture des réponses au Procès-Verbal de synthèse, Monsieur le Président de la CASSB considère que l'expression du public confirme les orientations du PDM...

Après un long travail d'élaboration basé sur un diagnostic pertinent ; trois mois d'enquête en ligne réalisée en 2023, qui a collecté 1376 contributions exploitables ; après deux ateliers de concertation en novembre 2023 et mars 2024, il n'y a rien de surprenant que le PDM reflète les attentes du public.

D'ailleurs, les réponses apportées indiquent aux contributeurs que leurs problématiques sont bien prises en compte dans le projet, même s'ils ne l'avaient pas compris à la lecture du dossier d'enquête !

Et lorsque ce n'est pas le cas, c'est soit que le sujet n'est pas de la responsabilité de l'agglomération, soit qu'une des communes la composant ne souhaite pas mettre en œuvre une action pourtant inscrite dans le plan.

...et poursuit en soulignant l'ambition collective du projet et en exprimant la détermination de la CASSB d'accélérer la mise en œuvre des actions visibles et utiles au quotidien.

Comme le précise l'intitulé de la colonne « type de réponse » du tableau Excel qui accompagne la lettre susvisée, la CASSB exprime une « réponse politique », en plus de la réponse « technique » proposée par le Conseil Iter.

Si je reprends ici ce paragraphe de lettre, c'est qu'il me semble illustrer le vécu de l'enquête publique.

**Dossier E25000013/83 : Projet de Plan de Mobilité de la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume.**

D'un côté un travail sérieux et appliqué, qui a réuni pendant des mois, autour d'experts et de conseils, des élus locaux avec une ambition commune d'améliorer la vie quotidienne de leurs concitoyens dans tout ce qui affecte leurs mobilités/déplacements et de l'inscrire dans un « plan » dit de mobilité.

Et de l'autre un public qui a pris assez largement connaissance du projet abouti de ce travail mais n'a que rarement commenté globalement les orientations prises et les actions programmées, préférant exprimer son problème particulier et spécifique, espérant que parmi toutes ces « expressions de volonté politique », une réponse pratique et rapide soit apportée.

Au moment de conclure, comment réconcilier ces deux approches, aussi respectables l'une que l'autre ?

Il me semble déterminant et indispensable que la **communication** se poursuive :

- Entre élus au sein de l'agglomération, pour que chacun applique les actions programmées et les intègre dans ses « documents locaux » comme le PLU et autres documents opposables, en y attribuant les ressources nécessaires budgétaires et humaines,
- Entre acteurs locaux du périmètre au sens large, Région, Département, SNCF et autres, qui interviennent sur des problématiques identiques ou croisées, afin de réaliser des synergies transversales plutôt que de travailler en silo, au risque de complexifier et de retarder la mise en œuvre des actions,
- Et enfin avec le public, qui sait exprimer les besoins mais aussi comprendre les priorités dans un monde d'arbitrages budgétaires et d'empilement de procédures.

Il m'apparaît indispensable d'assurer une **veille technologique** qui puisse influencer la réalisation du PDM et/ou l'orienter vers de nouvelles actions (voitures « autonomes », plus large utilisation des applications dédiées au partage de mobilité, etc.).

Il me semble également important de **mettre en œuvre le plan d'action** dans ses échéances les plus courtes afin que le public soit rassuré de l'utilité même du PDM et continue ainsi à enrichir par ses interventions la « démocratie participative ».

Avec ces quelques **recommandations**, je conclus donc de manière positive et optimiste l'intérêt de cette belle réalisation,

Je suis **favorable** au Projet de Plan de Mobilité de la CASSB tel que présenté à l'enquête publique et modifié par les différentes interventions des PPA et du public, reprises dans les réponses de la CASSB et de son conseil.

Fait à Fréjus, le 10 novembre 2025

Christian Carmagnolle  
Commissaire Enquêteur